



**Objet : Interdiction de stationnement**

**Nous, Monsieur le Maire de la commune de Rousset,**

Vu l'article L 2213.3 du code général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi N° 82.213 du 02/03/82 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, ainsi que les textes qui l'ont modifié ou complétée,

Vu le code pénal et notamment l'article R 610.5,

Vu le code de la route et notamment les articles R.411-8, 411-3 et 411-4,

Vu le code de la Voirie routière,

Vu l'arrêté préfectoral du 26/05/65 portant la réglementation sur la conservation et la surveillance des voies communales et rurales,

Vu la requête déposée le 02/06/2025 par SO CO PRO  
9 Avenue Fernandel 13012 MARSEILLE

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de réglementer la circulation afin de garantir l'intérêt majeur de la sécurité et de la tranquillité publique,

**ARRETONS**

**Article 1**

Afin d'assurer la sécurité des habitants (Lieu)

**Avenue de la Poste**

Le stationnement de véhicules sera interdit du

**02/06/2025 au 02/12/2025**

Motif : **Sur la place aux abords du n°6 sauf pour SO CO PRO et/ou ses livreurs de matériaux afin de permettre la réalisation du chantier autorisé par dp 013 087 2410038**

**Article 2**

Une signalisation (si nécessaire une déviation) sera mise en place par ledit pétitionnaire.

La Police Municipale se tient à disposition pour toute aide et information supplémentaire (04 42 53 28 10).

**Article 3**

La (les) PERMISSION(S) DE VOIRIE (s'il y en a) devra(ont) être respectée(s). Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux et les contrevenants seront traduits devant les tribunaux compétents.

**Article 4**

Les conducteurs devront se conformer strictement à la signalisation mise en place sous peine d'enlèvement fourrière (Art code de la route L325-1 à L325-13, R325-1 à R325-46) ainsi qu'aux instructions qui pourraient leur être données sur place par les agents du service d'ordre. Ils seront déclarés entièrement responsables dans le cas où des accidents viendraient à se produire par la suite de la non observation du présent arrêté.

**Article 5**

Selon le Décret n°2012-970 du 20 août 2012, toute personne envisageant de réaliser des travaux a l'obligation de consulter le nouveau téléservice [www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr) afin d'obtenir la liste des exploitants auxquels ils devront adresser les déclarations réglementaires de projet de travaux (DT) et d'intention de commencement de travaux (DICT).

**Article 6**

Outre le recours gracieux et hiérarchique qui s'exerce dans le même délai, un recours contentieux pour excès de pouvoir peut-être déposé dans un délai de deux mois.

Original du présent arrêté transmis à :

- Direction Générale des Services de la Commune de Rousset (2).

Copie du présent arrêté transmis par e-mail (\*) papier (1) à :

- Pétitionnaire (\*),
- Monsieur le Chef de la Police Municipale de la Ville de Rousset (\*),
- Monsieur le Chef de la Brigade de la Gendarmerie de Rousset (\*),
- Monsieur le Directeur des Services Techniques la Ville de Rousset (1).



POUR EXTRAIT CONFORME

Le Maire,

Philippe PIGNON.